

bulletin intérieur
du parti breton



sav - keleier



strollad ar vro
19, rue du Froust · Kemper · Breizh

Strollad Ar Vro

19, Rue du Frouf - 29 S. Quimper

Parti National Breton Fédéraliste Européen



SPECIAL "ELECTIONS LEGISLATIVES"

Jusqu'à présent, les problèmes bretons ont toujours été RÉCUPÉRÉS par les partis français et exploités à leur seul profit, après quoi, naturellement, ils sont vite retombés dans l'oubli.

POUR LA PREMIÈRE FOIS, un parti breton tente d'apporter des solutions bretonnes à des questions bretonnes.

POUR LA PREMIÈRE FOIS, un parti breton SE DONNE LES MOYENS D'ÊTRE EFFICACE.

POUR LA PREMIÈRE FOIS, un parti breton veut sortir du ghetto des groupuscules, pour faire le poids face aux partis français et défendre valablement les intérêts bretons.

POUR LA PREMIÈRE FOIS ENFIN, un parti breton s'apprête à affronter les élections législatives en présentant un très grand nombre de candidats.

En vue d'obtenir le meilleur score possible à ces élections, SAV vous demande de l'aider

en lui donnant votre adhésion

ce qui nous permettra de constituer des comités de soutien à nos candidats et d'organiser leur campagne électorale.

NE SOUS-ESTIMEZ PAS l'intérêt que présente pour nous votre adhésion : elle nous permettra de savoir sur qui compter et de nous organiser en conséquence pour constituer un véritable parti breton.

Un parti ne peut s'appuyer sur des sympathisants fuyants et indécis

Ne négligez pas cet appel : si SAV est un échec, il n'y aura plus de parti breton avant longtemps, et vous aussi en porterez la responsabilité. **ÊTRE SYMPATHISANT NE SUFFIT PAS : ADHÉREZ A SAV POUR QUE NOUS SACHIONS QUE NOUS POUVONS COMPTER SUR VOUS.**

COTISATION

ORDINAIRE	:	20 F
DE SYMPATHIE	:	50 F
DE SOUTIEN	:	100 F
D'HONNEUR	:	500 F

BULLETTIN D'ADHÉSION

à renvoyer à SAV, 19, rue du Frouf
29 S. Quimper

Nom _____ Prénoms _____
Date de naissance _____ lieu _____
Adresse _____
Profession _____
Téléphone _____
Signature _____



strollad
ar
vro

19, rue du frouf
kemper - breizh

parti national breton
fédéraliste européen

MAI 1972

SOMMAIRE

I° EDITORIAL

A) VIE POLITIQUE

- La grandeur bretonne par Olier Mordrel
- l'Or de Moscou

B) VIE SOCIALE

- Environnement : Sauvegarder ou saccager le littoral

C) VIE ECONOMIQUE

- L'Economie de demain ne sera pas fondée sur les concepts d'hier
- le conflit du Lait
- le dossier Viande
- L'Economie bretonne : Sachez répondre aux questions que l'on peut vous poser.

—oOoOoOoOoOoOoOoOoOo—



S. A. V.
19, rue du Froust
KEMPER - BREIZH

MAI 1972

EDITORIAL

La classe politique essaie - sans y parvenir - de percer le "mystère Pompidou". Le comportement de notre Président dérouté : depuis le début de l'année, il prend de mauvaises décisions. Ou, plutôt, s'il semble bien discerner quels sont les vrais problèmes, il paraît les aborder sous l'angle le plus mauvais, c'est-à-dire le plus petit.

Il y a aussi les erreurs, graves. La révélation de la grâce accordée au bourreau français de Lyon a choqué. Qu'un homme ayant tant de crimes sur la conscience, ayant torturé, tué et pillé sous l'occupation, ait pu bénéficier d'une telle mesure de clémence est difficilement admissible, car certains crimes sont imprescriptibles. Qu'en pense, par exemple, les militants bretons qui n'ont pas encore bénéficié de la plus petite amnistie ?

Le suspens entretenu autour du sort du gouvernement, le maintien d'une certaine ambiance de guérilla entre les entourages de l'Elysée et de Matignon ne bénéficient guère ni aux institutions ni aux hommes. Que le Prince laisse se développer de telles manœuvres passionnées peut-être la Cour mais finit par agacer le peuple.

L'AFFAIRE EUROPEENNE

Mais la grande affaire reste la construction européenne. La menace, exprimée lors du passage à Paris des gouvernants belges, de ne pas convoquer la conférence au sommet des dix membres de la Communauté prévue pour octobre, n'a pas totalement surpris les autres capitales.

Celles-ci s'interrogeaient en effet, depuis plusieurs mois, sur l'objectif visé par le Président français en suscitant une telle réunion. Ailleurs qu'à Paris on considérait qu'on ne dérange pas des chefs de gouvernements pour s'entretenir de sujets mineurs ou techniques, leur fonction étant par définition l'action politique. Donc, ou bien il s'agirait de discuter du rôle de l'Europe dans le monde et des moyens à lui donner pour le remplir (donc des institutions communautaires), ou bien il n'était pas nécessaire de se rencontrer.

Il semble que les Français aient été les seuls à croire que les chefs de gouvernements feraient le voyage de Paris pour faire avancer l'union économique et monétaire. Dans les autres pays, ce problème est du ressort du ministre des finances. On y estime également que les Ministres des affaires étrangères se rencontrent assez souvent pour se faire mutuellement part des observations et des souhaits de leurs patrons politiques en la matière.

Enfin, nos partenaires savent aussi bien que l'Elysée faire le départ entre l'utopie et le réalisme : ils savent aussi distinguer le pragmatisme de la médiocrité. Le fait est que ni les autres gouvernements européens ni leurs opinions publiques ne sont très motivés par la construction de l'union économique et monétaire ou l'élaboration d'une politique industrielle, voire nucléaire.

Ils ne sont pas très loin de considérer que seuls des technocrates français sont capables de s'enthousiasmer pour de tels objectifs. Quand on sort du bocal technocrato-politique parisien, on s'aperçoit très vite que tout cela n'est que théâtre d'ombres. Pour les autres, les échafaudages compliqués de Paris ne sont que le corollaire de la construction européenne, mais pas la construction elle-même.

UNE FAUSSE COLERE ?

Il se trouve que personne n'a pris au tragique l'alignement de Georges Pompidou. Parce que tout le monde semble estimer qu'il s'agit là d'une fausse colère d'un dirigeant qui, voyant que son projet a peu de chances d'aboutir, prend les devants et le torpille lui-même.

La réalité est que nos partenaires ne croient absolument pas à la foi européenne de la France gaulliste. Ils ont été trop échaudés du temps du général pour accorder beaucoup de crédit aux zigzags communautaires de son successeur. D'autant que trop de responsables ministériels français représentent la fameuse continuité alors que ceux qui pourraient cautionner le changement n'ont absolument aucune influence.

La soi-disant prudence de Paris leur semble masquer une volonté caractérisée de ses dirigeants d'utiliser l'apparence européenne pour mener leur propre politique. Qui est et restera indépendantiste tant que la majorité actuelle sera au pouvoir.

De Bonn à Dublin et de Copenhague à Rome, les neuf autres membres de la Communauté sont unanimes à regretter que l'Europe reste un vain projet alors qu'elle est devenue un géant économique. Dans toutes ces capitales, on a ressenti une amertume certaine à voir le sort de notre continent commencer à se régler au cours du tête-à-tête Nixon-Brejnev. Mais on y est également conscient que cette infériorité ne cessera que lorsque l'Europe aura un porte-parole commun et un seul.

Ce qui n'a aucune chance d'advenir tant que, de Giscard à Debré, les chefs politiques français au pouvoir prôneront le maintien des "indépendances nationales". Surtout que s'ils n'en sont pas à une contradiction près - les mêmes mènent leur croisade anti-américaine en exigeant le maintien du parapluie atomique américain. C'est peut-être cet anti-américanisme obsessionnel qui inquiète et irrite à la fois nos partenaires. Ils ont au moins autant à reprocher à Washington que Paris, mais ils font l'effort d'essayer de comprendre objectivement les raisons de l'Amérique.

Le procès d'intentions que leur font en permanence les gaullistes les agace. Ils ont déjà montré à plusieurs reprises qu'ils savent s'opposer aux revendications et aux exigences des Etats-Unis quand elles leur paraissent déraisonnables et, jusqu'ici, ils n'ont rien cédé d'essentiel.

Aussi ne sont-ils pas disposés à se laisser embarquer par Georges Pompidou et sa majorité dans une Sainte-Alliance anti-américaine dont aucun des zéloteurs ne serait d'ailleurs capable d'expliquer où elle pourrait effectivement mener, sinon à faire objectivement le jeu de l'Union Soviétique.

Donc si la conférence au sommet de Paris n'a pas lieu, tout le monde trouvera que c'est très bien comme cela, parce que personne n'essaiera de bien nouveau à dire aux autres. Les porte-paroles officiels français essaieront bien de faire croire à une crise, mais ils risquent fort de rencontrer l'indifférence générale.

S A V
19, rue du Froust

MAI 1972

VIE POLITIQUE

KEMPER - BREIZH

LA GRANDEUR BRETONNE

La Bretagne, pointe aimantée de l'Europe.

La Bretagne, a t'on longtemps répété à l'envie du côté de Paris, c'est une terre reculée, isolée, en dehors des grandes voies de communication, ingrate et défavorisée. Terre du passé et des morts, dont les vivants n'ont plus rien à attendre.

Sornettes que tout cela.

Il suffit de jeter les yeux sur une carte pour voir que la Bretagne occupe une situation privilégiée, UNIQUE, prometteuse pour le peuple Breton, s'il le comprend et s'il le veut, d'un avenir prodigieux.

La Porte d'entrée de l'Europe.

L'Europe est un grand corps qui regarde vers l'Ouest. Je parle de l'Europe qui nous intéresse, la nôtre, celle du Nord.

L'autre, celle du Sud, qui va de Gibraltar au Bosphore, est comme juxtaposée à la première, c'est un autre monde.

La notre, l'Europe atlantique et nordique, assise sur la chaîne des montagnes qui va des Pyrénées et du Massif-Central aux Alpes et aux Carpathes, déverse son flux vital par la Manche, passe par la Manche, respire par la Manche et l'Océan.

ET LA BRETAGNE EN EST LA PORTE D'ENTREE.

Qui tient la Bretagne VERROUILLE à volonté la Manche, étouffe cent ports, français, anglais, hollandais, belges, allemands, scandinaves et baltes.

Regardez la figure de la Bretagne, tête fine et hérissée de chien de berger qui montre les dents et dresse en pointe les oreilles : ne passe pas ou je mords !

Tous les bateaux qui montent à Hull, à Brème ou à Riga passent devant nos rochers (à portée de canon). De même tous ceux, qui de Londres, d'Hambourg ou de Stockholm descendent vers l'Afrique, l'Amérique et l'Asie, naviguent la nuit sur une route jalonnée par nos feux.

Le verrou de l'Angleterre.

Calais commande le détroit, Brest commande et le détroit et les côtes occidentales de l'Angleterre.

La Bretagne est le point du continent le plus rapproché de Cardiff, de Liverpool et de Glasgow. Qui tient la Bretagne COMMANDE LES DERRIERES DE L'ANGLETERRE.

L'Irlande, bastion anti-anglais, n'est en mesure de jouer un rôle international qu'en établissant une liaison sur le continent c'est-à-dire en s'appuyant sur la Bretagne, qui géographiquement lui tend la main.

LA BRETAGNE VALORISE L'IRLANDE.

La clef de la France.

Qui tient la Bretagne tient également la France. La puissance de la France est venue longtemps de ce qu'elle n'avait véritablement qu'une frontière à défendre. Les Pyrénées, les Alpes, le Jura, ça se gardait tout seul avec quelques forts et quelques bataillons. A l'Est, les Vosges, le Rhin étaient de bonnes barrières. La seule porte ouverte, c'était la Meuse et l'Escaut. C'est toujours là que le sang de la France a le plus abondamment coulé.

Une Bretagne indépendante, ce sont TOUTES LES ROUTES MARITIMES FRANÇAISES CONTROLÉES, de St-Jean-de Luz à Dunkerque.

On conçoit qu'un des grands buts de la politique nationale française ait été depuis l'aube du moyen-âge, de s'emparer de cette CLEF DU ROYAUME comme disait je ne sais plus lequel des Capétiens.

Si la Bretagne n'avait été qu'une terre reculée, la France n'aurait pas guerroyé sans trêve pendant des siècles pour s'en emparer.

En fait la Bretagne a apporté quelque chose d'énorme à la France. Elle lui a apporté sa liberté de mouvement sur terre et sur mer.

Sans nous, la France n'aurait jamais été un état de premier ordre. LA POSITION DE LA BRETAGNE VAUT TRES CHER, beaucoup plus cher que celle de l'Alsace ou de la Flandre qui sont locales. Nous, nous sommes la porte de la maison et nous en avons la clef en poche.

Le jour où la France aura cessé de l'oublier, elle envisagera certainement la question bretonne sous un tout autre jour. Elle aura un peu plus de considération pour nous.

Le Balcon et l'Epée du continent.

Regardons encore la carte.

L'Ecosse ou la Norvège commandent une mer, la Mer du Nord. Le Danemark commande une mer : La Baltique.

Le Portugal l'Océan, l'Italie la Méditerranée - où elle est enfermée.

La Bretagne commande la Manche et par les voies du Sud, les plus accessibles - la Mer du Nord et la Baltique. Située au centre de l'Europe, elle commande tout l'Atlantique occidental, la Mer d'Irlande aussi bien que le golfe de Gascogne.

LA BRETAGNE EST LA TOURELLE BLINDEE DE LA PLAGE AVANT EUROPEENNE. Position unique en Europe qui lui permet de braquer au nord, à l'ouest et au sud. Elle commande directement ou indirectement cinq mers ou océans. Aucune position commerciale ou militaire ne peut lui être comparée.

LA BRETAGNE EST A LA POIS LE BALCON ET L'EPEE DU CONTINENT.

La tête de ligne de l'Europe.

Ce n'est pas seulement la carte de France, ni la carte d'Europe qu'il faut regarder. Il faut prendre une mappemonde.

Alors on voit ce que signifie notre pays sur le plan international.

LA BRETAGNE EST LA TETE-DE-LIGNE DE L'EUROPE.

L'Irlande aussi bien pour les navires que pour les avions n'est qu'une escale. La Bretagne est le port.

Brest-transatlantique n'est pas une idée originale, c'est un commandement de la nature. Il est écrit sur la mappemonde.

C'est la France qui n'a ni su, ni voulu lire la carte

Nous avons vécu depuis quatre siècles, DANS UNE PRISON, regardant la vie passer devant LES BARREAUX DE NOTRE CAGE.

Les bateaux de toute la terre, chargés des richesses de toute la terre, empanachaient les horizons de nos îles, mais ce n'était pas pour nous. LA BRETAGNE CONFISQUEE N'AVAIT PAS LE DROIT DE REMPLIR SON ROLE DE POINTE AIMANTEE DE L'EUROPE.

Mais ce temps-là est fini.

L'Europe débarrassée de ses frontières économiques et du carcan anglais, l'Europe va enfin naître et la Bretagne va rentrer dans l'histoire, riche d'un sang nouveau lancé dans ses veines par les puissantes pulsations d'un continent tout entier.

Vers la Grandeur.

Allons-nous continuer à être aveugles ?

Allons-nous rester provinciaux, mesquins, timorés ?

Allons-nous laisser passer l'occasion historique qui s'offre à nous de participer à une grande chose ?

Hier encore les Bretons qui voulaient prendre leur essor, montaient dans le train de Paris. Ils étaient obligés, pour vivre de TOURNER LE DOS au merveilleux destin de leur patrie.

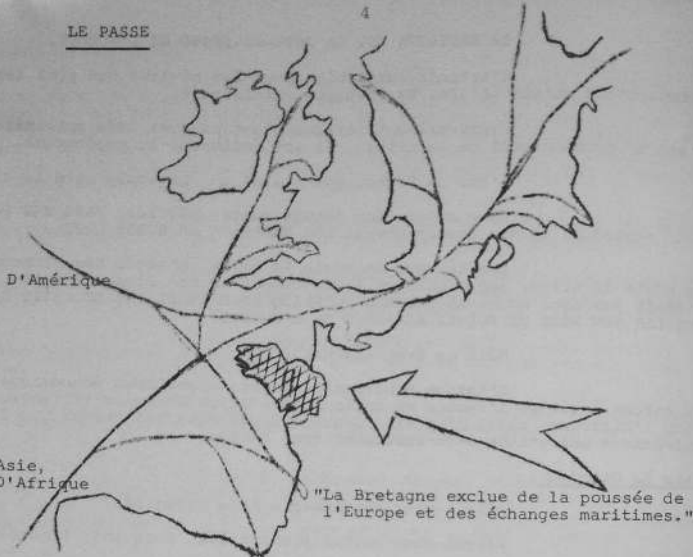
Désormais, c'est sur le sol natal qu'ils engageront les grands combats du risqué, du pouvoir et du gain. C'est sur le sol breton, baigné du sang des héros et des saints qu'ils joueront leur rôle d'hommes et de peuple.

C'est chez nous et nulle part ailleurs que nous attendons la GRANDEUR dont notre race intrépide à l'impérieux besoin.

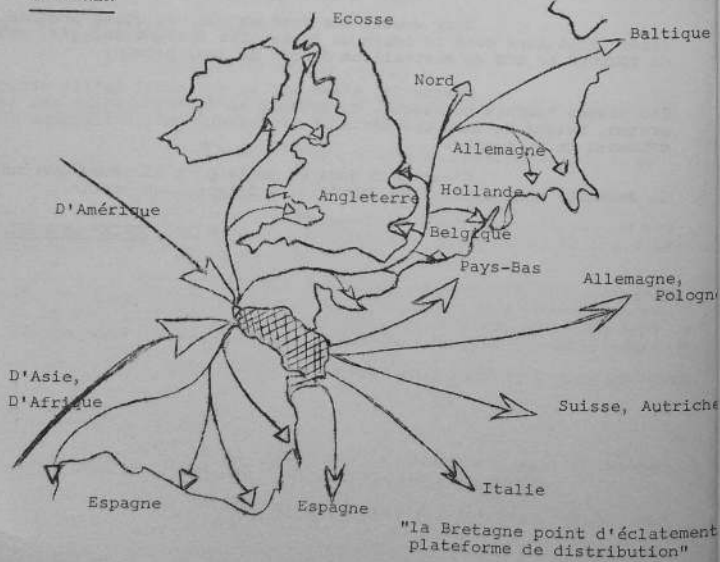
OLIER MORDREL.

LE PASSE

4



L'AVENIR



5

L'OR DE MOSCOU

Pour l'heure les gens sérieux seraient plutôt préoccupés par le fameux "or de Moscou". Pas au sens où une certaine propagande anti-communiste l'entendait naguère, mais bien au sens strict du terme. Tout ce qui touche de près ou de loin à la finance internationale est absolument persuadé que Nixon est allé au fond des choses avec les Russes.

Selon l'analyse la plus répandue dans ces milieux, l'Union Soviétique aurait décidé d'en finir, dans les prochaines années, avec le relatif isolement international qui est le sien. Elle se sentirait maintenant assez forte vis-à-vis du monde occidental pour développer ses échanges économiques avec lui. D'autant que ses besoins sont immenses : elle ne peut mener seule la politique de développement qui lui permettrait de démontrer que le communisme russe est meilleur que le chinois (car c'est là que réside le vrai problème du Kremlin).

Elle serait donc disposée à commencer à s'intégrer dans les mécanismes économiques et monétaires mondiaux. Il semble que cette question ait été au centre de la plupart des entretiens Brejnev-Nixon. Mais un tel processus suppose une plus grande convertibilité monétaire et l'abandon du système qui consiste à régler son déficit en or. Or les Russes ne sont pas disposés à adhérer à toutes les obligations du Fonds Monétaire International tant que le prix officiel de l'or (celui auquel les banques centrales peuvent en acheter ou en vendre) restera à 28 dollars l'once.

Bien que tout ce qui touche à l'or soit extrêmement secret (et plus encore pour ce qui est de l'or russe), il semble que l'U.R.S.S. dispose d'un stock assez important de métal fin dont le prix de revient se situe aux environs de 65 dollars l'once. Justement le niveau qui a été atteint la semaine dernière. De là à supposer qu'un accord ait été amorcé à Moscou pour fixer dans les prochains mois le prix mondial de l'or à 65 ou 70 dollars l'once, il n'y a qu'un pas, allègrement franchi par la spéculation internationale.

Encore que beaucoup de questions restent sans réponses à ce propos. La hausse a été brutale, elle a été le fait d'un nombre très restreint d'acheteurs. Tout se passe comme si "on" avait délibérément fait monter les cours, sur un marché très étroit. Qui y a t'il derrière ce mystérieux "on" ? Très rares sont ceux qui pourraient le dire. Ils se trouvent à Londres et Zurich et sont muets comme des tombes.

Un tel écart entre le prix de marché et le cours officiel ne pourra pas subsister longtemps. Ou bien, après quelques semaines de fièvre, l'or redescendra, ou bien nous apprendrons un beau matin que toutes les monnaies ont trouvé de nouvelles parités par rapport à l'or.

Comme jusqu'ici, la hausse de l'or n'a été accompagnée d'aucun mouvement sur les monnaies, le meilleur pari serait plutôt en faveur de la deuxième hypothèse.

UN REVELATEUR

L'Histoire retiendra peut-être qu'il s'est passé quelque chose, le mercredi 17 Mai 1972, dans le fonctionnement des institutions de la V^e République. La façon dont le Premier Ministre a imposé au Gouvernement et au Président la décision de poser mardi la question de confiance, l'extrême réticence ("... s'il le juge utile ...") avec laquelle l'autorisation de le faire lui a été accordée, font que beaucoup se posent la question de savoir dans quelle République nous sommes.

Certes Chaban-Delmas a déjà engagé l'existence de son gouvernement à trois reprises en trois ans, mais c'était chaque fois face à l'opposition. Aujourd'hui il l'a fait face à sa majorité - la plus massive qui soit. Est-ce à dire que le gouvernement doit compter avec l'appui du Parlement pour mener sa politique ? Ce serait déroger à la règle fondamentale de la V^e, qui veut que le gouvernement procède uniquement du Président et n'est responsable que devant lui. Pour bien le souligner, De Gaulle refusait tout vote "d'investiture" quand un nouveau gouvernement entrait en fonctions.

A la vérité, il semble bien que l'échec du référendum ait semé la panique dans la majorité et le désarroi dans l'appareil du Pouvoir.

En fait, le scrutin référendaire a probablement dessillé les yeux des responsables. Ceux-ci vivaient dans un climat ouaté entretenu par les sondages d'opinion ("Etes-vous content du Président ? "Etes-vous content du Premier Ministre ? ") et par l'autosatisfaction - du type " Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil " - dans laquelle se complait la majorité.

Il se trouve que les Français n'étaient pas aussi satisfaits de leurs gouvernants que ceux-ci le croyaient. Ils l'ont montré au référendum en accordant la minorité de faveur au Président et à sa majorité. Le premier a cherché à décharger sa responsabilité (imprudemment engagée), la seconde à trouver un bouc émissaire. D'où Haro sur Chaban, qui n'est à la vérité pas plus responsable - et probablement moins - du malaise que Pompidou ou Giscard - ce dernier ne reculant devant aucune démagogie.

En fait le problème est politique. Deux choses sont évidentes. La première est que la majorité parlementaire n'est pas représentative de la situation réelle du pays. La seconde est que celui-ci est absolument coupé en deux camps à peu près égaux (40% des électeurs chacun) et qu'un Français sur cinq se désintéresse totalement de ce qui se passe chez lui.

Le premier groupe ne veut pas que quoi que ce soit change; il forme la base de l'électorat conservateur, U.D.R et giscardien. Le deuxième souhaite une véritable transformation de la société. Une partie de ces électeurs progressistes est profondément anti-communiste - parce qu'elle tient d'abord, et justement, à la liberté - et ne trouve pas dans la gauche classique de quoi l'enthousiasmer. Durant les 14 dernières années, elle a apporté ses voix au gaullisme.

Aujourd'hui, ces réformateurs trouvent que le "gaullisme" est par trop conservateur et ils souhaiteraient un certain changement. Certains aspects du comportement (à défaut de programme) de Lecanuet et Servan - Schreiber les tentent beaucoup. Mais, là aussi, l'équivoque est grande car le centrisme essaie de récupérer les sinistrés de l'expansion - petits commerçants, artisans - qui, eux, sont contre toute réforme sérieuse.

Aussi bien le problème n'est-il pas résolu par le vote de confiance mais le sera seulement par un changement de politique. Le temps des demi-mesures et des demi-teintes instauré par Georges Pompidou est maintenant révolu. Le pays souhaite une politique claire et cohérente.

Celle-ci peut-être résolument conservatrice : prébendes aux groupes de pression les plus influents, maintien de structures bancaires dans l'industrie, l'agriculture et le commerce, d'une fiscalité archaïque et injuste. 40 % des électeurs l'approuveraient certainement, dont la moitié serait disposée à aller dans une voie un peu plus moderne.

Il y aurait également 40% d'électeurs (dont 20% proviendraient du bloc précédent) pour approuver une politique moderniste : plus grande justice fiscale, modernisation de la production et de la distribution, politique sociale plus généreuse à l'égard des handicapés de l'expansion. Le même gouvernement peut pratiquer l'une ou l'autre, mais pas avec la même majorité parlementaire. Il lui faut choisir et la meilleure voie serait de retourner rapidement devant les électeurs. Certes, le scrutin dégraisserait la majorité (qui en sortirait amaigrie, d'une centaine de sièges) et lui donnerait une nouvelle physionomie avec une U.D.R. plus faible, des giscardiens un peu amoindris et un "centre" très renforcé. Le tout serait probablement plus gouvernable qu'aujourd'hui.

SAUVEGARDER OU SACCAGER LE LITTORAL

Consommation à court terme ou mise en valeur raisonnée d'un patrimoine naturel qui n'est pas inépuisable ? Connaissance de la mer a mené une enquête sur les mutations du littoral français.

On quitte à la fin de l'été une villa au bord de la mer avec des images de soleil, de détente, d'évasion pour tout un hiver. On revient l'été suivant et tout a changé : une nouvelle route a surgi, la plage est souillée de goudron, le port s'est enlaidi d'un parking et le bois, derrière la maison, vendu en lotissements. Les paysages que l'on aimait disparaissent derrière le béton. Nouveau Far West, le littoral est convoité. Il devient un lieu privilégié de la vie. La civilisation des loisirs multiplie marinas, cités lacustres et ports de plaisance.

Les industries émigrent pour se rapprocher de l'océan et de ses ressources.

Les villes côtières s'ouvrent aux nouveaux venus. Avec ses 3000 Km de façade maritime, la France a un potentiel de côtes qui lui ouvre des horizons multiples mais le littoral, mince bande de quelques kilomètres de profondeur, représente en fait à peine 1% du territoire national. Cet espace rare est soumis à toutes sortes de pressions et la ruée des activités et des hommes vers les rivages ne se fait pas sans dommages pour le milieu naturel. Il ne s'agit pas de refuser des mutations et une expansion qu'imposent l'économie, la science et la technique mais on peut s'interroger : si dans les vingt années à venir le littoral devient un lieu de travail, d'habitation ou de loisirs pour plus de la moitié de la population, pourra-t-on garder le caractère sauvage qui fait le charme des côtes ?

Il y a dix ans, 1/10^e du littoral français suffisait à l'accueil des estivants. Aujourd'hui le gigantisme de l'offre touristique ne fait que suivre l'essor du loisir de masse, caractéristique essentielle de notre civilisation. Les Français disposent actuellement de quelque 140 jours de congé par an : 45 % d'entre eux choisissent de les passer au bord de la mer et se concentrent durant les mois d'été sur une mincefrange littoral saturée. De même, le développement extraordinaire de la navigation de plaisance explique la multiplication vertigineuse des ports adaptés à une clientèle nouvelle. Le marin du mois d'août navigue peu ou par sauts de puce. Il lui faut, à proximité de son bateau une demeure sur la terre ferme. Véritables villes sorties de la mer, les nouveaux ports de plaisance sont plutôt des garages à bateaux et des centres de loisirs nautiques assortis de galeries marchandes.

Déjà saturé en certains points, le littoral demeure un terrain de prédilection pour le développement des résidences secondaires. Chacun exige d'avoir les pieds dans l'eau et vue imprenable sur la mer. Le lotissement des terrains nourrit la spéculation foncière et rétrécit sans cesse l'espace touristique ouvert à tous.

Si les industries de production et les grandes activités économiques tendent de plus en plus à s'implanter au bord de la mer, le long des rivières navigables ou des canaux larges et profonds, il ne s'agit pas d'une mode mais d'un phénomène imposé par le progrès et commun à tous les grands pays industrialisés. La proximité des bassins miniers n'a en effet plus de raison d'être : les courants d'échange s'orientent vers de nouvelles sources de matières premières très diverses et la mer constitue le moyen de transport le plus économique pour le charbon, le fer et les hydrocarbures.

Le littoral offre au dynamisme industriel son ossature portuaire et une source d'énergie de recharge, l'eau de mer qui fournira dans cinquante ans une grande partie de la production d'électricité française. Les usines ont donc intérêt à s'installer dans les zones portuaires, au débouché des fleuves et canaux. Raffineries de pétrole et complexes sidérurgiques se rapprochent des points de départ et d'arrivée des matières premières. B.P et Usinor se sont fixés à Dunkerque. Fos s'ouvre à la pétrochimie et à l'électrometallurgie. De même, les centrales nucléaires qui requièrent d'énormes quantités d'eau de refroidissement recherchent aussi les implantations littorales.

Pour trouver l'espace nécessaire aux nouvelles zones industrielles, on construit des avant-ports en eau profonde capables d'accueillir les pétroliers géants (comme au Havre), des hectares entiers sont reconquis sur la mer par endiguage (Pays-Bas) et les îles artificielles surgissent en un instant par un tir d'explosifs atomiques (Pacifique).

Industries au bord de l'eau mais aussi industries sous la mer. Les fonds océaniques dont on connaissait les richesses, matière vivante, pétrole, minerais, sont depuis quelques années devenus accessibles. Toute une série d'innovations permettent la prospection et l'exploitation des ressources sous-marines. On compte plus de 800 plates-formes dans le monde destinées pour la plupart à l'extraction du pétrole. Le Japon et le Canada extraient du fer et du charbon, l'Indonésie de l'étain, les Etats-Unis de l'or et du platine, l'Afrique du Sud des diamants.

Travailler sous la mer n'appartient plus au domaine de la science-fiction : une usine sous-marine est en construction dans le golfe Persique.

La mer est aussi une immense réserve nourricière à peu près inexploitée : la culture des océans peut permettre de tirer par voie de concentrés protéiques plus du cinquième des calories nécessaires à l'alimentation de l'humanité.

Les facteurs d'attraction de l'industrie sur les côtes sont donc multiples, ce qui entraîne évidemment une migration de population active sur le littoral. Déjà la concentration urbaine et humaine y est plus élevée (3,18 habitants par hectare) que sur l'ensemble du territoire français (0,84 habitants par hectare). Demain, un tiers de la population se regroupera sur le littoral et les grandes métropoles s'appelleront Fos-Marseille, Rouen-Le Havre, Calais-Dunkerque. Exemple de l'ampleur du phénomène, Dunkerque avec une zone industrielle de 5000 ha et un port capable d'accueillir des pétroliers de 300 000 t, va créer 11 000 emplois d'ici à 1980 et 40 000 d'ici à 2000, ce qui entraînera la construction de logements au rythme de 4000 par an !

UN EQUILIBRE MENACE

L'extension des activités humaines, qu'elles soient liées au travail ou aux loisirs, présente toujours des dangers pour l'équilibre du milieu naturel. Or le milieu littoral est un secteur particulièrement sensible aux nuisances biologiques ou esthétiques. La vie est liée au cycle des eaux : l'eau de pluie, l'eau des fleuves drainent les rejets : à plus ou moins longue échéance, tout va à la mer.

Et toute dégradation de ce milieu est irréversible car le rythme des aménagements est plus rapide que celui de la reconstitution naturelle des espèces animales ou végétales détruites. L'ensemble des activités qui convergent vers le littoral entraîne donc des retombées graves pour l'équilibre du milieu naturel. L'urbanisation liée à l'implantation industrielle côtière augmente le volume de rejets et de déchets. De récents travaux du Centre d'études et de recherche biologique marine de Nice ont dévoilé les conséquences graves de ces pollutions bactériologiques pour la vie de la faune, de la flore marine et pour la santé des hommes. Des pêcheurs japonais ont été intoxiqués par du mercure, ce même mercure dont on a trouvé des traces aux Etats-Unis dans le thon en boîte et les produits destinés à l'alimentation des animaux domestiques. Les pollutions radio-actives, limitées jusqu'ici à des zones d'expérience bien définies, sont encore mal connues mais les risques de contamination probables.

Des catastrophes comme celle du "torrey Canyon" ont sensibilisé l'opinion publique mais chaque jour dans le monde près de 1000 tonnes d'hydrocarbures sont rejetées en mer par les gros pétroliers bravant les conventions internationales.

La beauté des paysages côtiers est menacée par la multiplication des projets immobiliers et touristiques. Certes aménager un site ne signifie pas obligatoirement l'enlaidir mais la seule construction d'une route côtière dans une zone fragile risque de perturber l'équilibre écologique entre la mer et la terre. En de nombreux points de côte d'Azur, les villas sont coincées entre la nationale et le chemin de fer. En Bretagne, on a creusé des tranchées, macadamisé des landes sauvages. Un court métrage de Pierre Mendel "l'Armorique dilapidée" illustre bien cette destruction systématique des sites par l'action conjointe d'une administration à courte vue et de promoteurs sans scrupules. Sur de nombreuses côtes françaises, apercevoir la mer devient une prouesse rare. La densité des constructions, la surpopulation des plages, le pullulement des terrains de camping et des parkings engendrent des conséquences irréparables sur les équilibres naturels : tassement des sols, destruction d'espèces, etc. Même les côtes jugées jusqu'à présent inhospitalières sont maintenant menacées : certaines falaises, des îles sauvages, qui servaient de refuges aux oiseaux, des estuaires envasés ou des marais sauvegardés par leurs moustiques ne sont plus à l'abri de la rage des constructeurs. Chaque commune littorale rêve d'un port de plaisance, véritable poule aux œufs d'or. Il y aura 250 000 bateaux de plaisance sur les côtes de Provence et d'Azur en 1985 et les experts estiment qu'un bateau "lourd" (c'est-à-dire ni un dériveur ni un canot) consomme en moyenne un mètre de littoral par les équipements portuaires qu'il nécessite.

Cette prolifération des ports contribue à briser les rythmes naturels d'une côte. Il y avait autrefois, entre Toulon et Menton quelques grands ports d'escale, de repos, de ravitaillement séparés par une succession de calanques et de criques sauvages, abris naturels pour les navigateurs. Les "stations service de plaisance" actuelles, souvent doublées de complexes immobiliers destinés à rentabiliser l'affaire, investissent la moindre baie vacante. Un suréquipement des côtes aboutirait à la dégradation définitive d'un patrimoine naturel de valeur. Si l'on dressait une carte des sites en danger, il faudrait y faire figurer en priorité tous les estuaires. Les îles, les abers bretons et les fonds de rade. Par ailleurs, cette exploitation systématique accélère la destruction des activités côtières traditionnelles, la disparition des valeurs qui faisaient l'originalité d'une civilisation maritime. Il en résulte un désarroi profond des populations autochtones dont le mode de vie est brutalement bouleversé. Ainsi les habitants des dix-huit îles françaises de la Manche et de l'Atlantique ont remis en décembre dernier un rapport aux pouvoirs publics : ils mettent

l'accent sur la dégradation rapide et définitive de leur environnement par l'invasion des touristes et sur l'exode des jeunes du pays, privés d'emplois sur place.

Ils réclament la création d'emplois nouveaux et le maintien d'activités traditionnelles : agriculture côtière, ostréiculture, etc.....

Un Extrait de "CONNAISSANCE DE LA MER" - Printemps 1972 -

S A V
19, rue du Froust
KEMPER - BREIZH

MAI 1972

VIE ECONOMIQUE

L'ECONOMIE DE DEMAIN NE SERA PAS
FONDEE SUR LES CONCEPTS D'HIER .

A l'heure où les moyens de communication dévalorisent les frontières jusqu'à mettre la Bretagne aux portes des U S A et la Lune à quelques heures de la Terre, elle n'entend pas revenir à quelque forme sociale primitive.

Le peuple breton affirme au contraire que l'Europe est la plus petite unité politique souhaitable. Comme il sait que beaucoup de problèmes (et d'abord celui de la sécurité) se posent déjà au plan mondial

S'il se dresse aujourd'hui contre celui qui s'affuble faussement du titre d'Etat-nation, c'est justement parce que cet état refuse une organisation politique supranationale, alors qu'il est lui-même dépassé en tous domaines. Mais c'est aussi parce que ce même Etat prétend tout concentrer et continuer à coloniser la "province".

Leur désir est compris et largement partagé par beaucoup d'autres "provinces". En disant que l'Europe doit être une fédération de régions et non une ligue de gouvernements, les Bretons sont-ils rétrogrades ? Ne sont-ils pas plutôt en avance sur les partis politiques aux éli-tes usées ?.

Mais ce n'est pas seulement contre le soi disant Etat Nation que s'insurgent les Bretons, c'est aussi contre le système économique et financier qu'il incarne et qui aboutit sur tous les plans à la misère, en face de l'abondance et de la mévente. Misère de certaines couches sociales, misère des régions, misère du Tiers Monde.

La vérité est que nous vivons une révolution technique sans précédent, dont le vieil état, enlisé dans son passé et submergé par sa technocratie, est incapable de prendre conscience. Pour la première fois dans l'histoire, l'offre dans les pays évolués, excède les possibilités de la demande solvable.

Hier, moins les uns consommaient, plus il y avait pour les autres. Aujourd'hui, partout où l'offre serait en mesure de répondre à la demande : qui ne peut acheter ruine qui veut vendre, et qui ne peut vendre cesse lui-même d'acheter.

Une production abondante ne pouvant s'écouler n'importe où, il n'est plus possible de laisser les prix se former n'importe comment puis se fractionner tant bien que mal entre les copartageants. Par un régime de contrats sociaux généralisés, il faut désormais constituer des prix humanisés plutôt que de payer le produit (dont on devrait restreindre toujours davantage les quantités pour éviter la ruine des producteurs); c'est l'homme qu'il s'agit aujourd'hui de rémunérer.

Dès lors, c'est tout le système économique qui est condamné avec ses profits de rareté : ses bénéfices, ses intérêts et ses impôts qui multiplient les prix de revient : son barème de rationnement constitué par l'éventail des revenus.

Certes le dirigisme du consommateur reste le meilleur comme reste irremplaçable l'initiative du producteur. Encore faut-il que l'usager soit pourvu des moyens d'acquisition qui constituent son bulletin de vote économique et que le producteur ne voie pas disparaître sa rémunération dès que ses apports sur le marché cessent d'être insuffisants pour la clientèle solvable.

Mais point n'est besoin pour cela d'un régime technocratique ou concentrationnaire. La vraie planification démocratique serait le fait tantôt des usagers (rendus solvables par le prix social et le revenu social) tantôt de leurs formations régionales et syndicales.

Parallèlement au fédéralisme politique, le peuple Breton réclame ainsi un fédéralisme de corps sociaux prenant en charge les hommes et les fonctions, tout en respectant les légitimes autonomies.

La situation laitière est redevenue normale en Bretagne après l'acceptation par les transformateurs de payer immédiatement le prix indicatif aux producteurs. Toutefois, une agitation endémique persiste dans d'autres régions.

Il y a de grandes chances que la solution adoptée en Bretagne se généralise peu à peu à toute la France. Cependant, les syndicalistes les plus exigeants courent à de vives déceptions s'ils s'imaginent qu'il s'agit là d'une étape vers une nouvelle hausse à l'automne. Industriels, coopératives et gouvernements sont unanimes et formels sur ce point : les prix obtenus sont sur une voie de garage jusqu'au 31 Mars prochain.

Il semble que, sous la pression des événements, les entreprises s'orientent vers un prix unique tout au long de l'année alors qu'elles pratiquaient des taux différents au printemps et en été d'une part, à l'automne et en hiver d'autre part. A la vérité, cette solution pénalisera les meilleurs producteurs, qui accomplissent des efforts notables pour régulariser leur production tout au long de l'année, notamment par la pratique des vêlages d'automne, encore trop rares.

Il faut au passage, souligner que le développement de cette dernière permettrait, par ricochet, de régulariser davantage le marché de la viande en évitant (ou en réduisant) le creux de la soudure de printemps, qui se traduit régulièrement par des hausses de prix toujours gênantes. L'une des dispositions des contrats de progrès en cours de négociation entre le gouvernement et les éleveurs devrait être justement de l'encourager : elle limiterait la spéculation et accélérerait la modernisation de la production de viande bovine.

Saisissant l'occasion de l'assemblée générale de Sodima - Yoplait (le premier groupe coopératif français), le ministre de l'agriculture, Michel Cointat, a rappelé avec force la position du gouvernement : en aucun cas les pouvoirs publics (c'est-à-dire le budget, le F.O.R.M.A et le Crédit Agricole) ne combleront le déficit des entreprises qui pratiqueraient une politique imprudente de prix à la production.

Il répliquait ainsi aux thèses de certains syndicalistes particulièrement agissants en Bretagne. Pour amener les producteurs à des positions extrêmes, ils prétendaient que la situation des coopératives (qui leur appartient, en définitive) leur importait peu. " Le gouvernement, déclaraient-ils en substance, ne nous accordera rien en tant que producteurs. Nous devons donc obtenir de nos coopératives les prix que nous exigeons. Si la satisfaction de ces revendications les met en difficultés ou en faillite, l'Etat sera bien obligé, alors d'intervenir...".

Ce raisonnement pouvait rencontrer un écho favorable chez les producteurs, particulièrement en période préfectorale. Il était donc normal que le gouvernement affirme clairement et nettement sa position.

Il n'en reste pas moins que le problème laitier n'est pas complètement réglé et qu'il risque de connaître de nouveaux rebondissements à l'automne, sinon avant.

VIANDE

Le problème de la viande, atteint maintenant un point critique, qui remet en cause l'ensemble de la politique économique gouvernementale. Etant donné que la demande est nettement supérieure à l'offre - et, ce de façon durable -, les prix ne peuvent que monter : une nouvelle hausse de 10% en 1972 n'aurait rien d'étonnant.

Une fois de plus, la politique du gouvernement est parvenue au bout de ses ultimes conséquences. Depuis des années, elle tourne le dos à la réalité en essayant d'enfermer le marché dans le carcan de réglementations excessives. Au nom d'une politique des prix dont l'inefficacité n'est plus à démontrer.

On ne peut pas empêcher les prix de monter à la production si l'on inclut les exportations, chaque vache (qui représente les deux tiers de la viande de boeuf) disponible pourrait être vendue deux fois. Les Allemands sont prêts à payer n'importe quel prix car le taux de change du mark ramène le boeuf français à 10% au-dessous du cours du marché allemand. Les Italiens font de même, malgré leur taux de change défavorable, tout simplement parce qu'ils n'ont pas de viande et que leurs consommateurs en demandent.

La demande est telle, d'ailleurs, que le prix du boeuf dans la C.E.E. se situe actuellement entre 30% et 45% au-dessus des cours mondiaux. Les veaux, eux, plafonnent à 30% au-dessus du marché mondial. Alors que, depuis le début de l'année, les veaux se tiennent à 30% au-dessus du prix communautaire d'orientation, les boeufs sont passés de 105% à 115% de ce prix. Ce qui montre bien que le marché est surtout demandeur de viande rouge et de bêtes finies, donc que la Communauté est, pour l'heure, en état de pénurie.

Il serait illusoire de fonder de grands espoirs sur une diminution ou une suppression des prélèvements et droits de douane à l'entrée dans la C.E.E. pour faire baisser les prix. Quand bien même le Marché Commun serait immédiatement ouvert aux bovins du monde entier, on n'en sentirait la répercussion que dans deux mois au plus tôt. Les quantités disponibles en Amérique du Sud et en Australie sont minimes et n'excèdent pas pour 1972, 100.000 tonnes de viande congelée, soit le tiers des besoins estimés pour équilibrer la demande.

De leur côté, les pays de l'Est, traditionnellement exportateurs vers la Communauté, surtout en animaux vivants, ont déjà engagé tout leur disponible pour six mois. Les acheteurs italiens ont raflé tout ce qui pouvait se vendre et les grands importateurs français de bétail malgré rencontrent les plus grandes difficultés à se ravitailler. La Hongrie par exemple, vient d'annoncer qu'elle avait épuisé ses possibilités d'exportation et a fermé ses frontières.

La seule solution réaliste consisterait donc à laisser le marché jouer son rôle. A un certain niveau de prix, les consommateurs ralentissent ou stoppent leurs achats et les reportent sur des produits de substitution. C'est ce qui a commencé à se passer l'an dernier, alors que la viande de boeuf n'avait pas atteint, et de loin, ses niveaux actuels.

La grande doctrine du gouvernement est qu'on ne peut vouloir à la fois une chose et son contraire. Il serait temps pour lui, de l'appliquer. Son objectif est de développer la production de viande et d'avoir une balance commerciale excédentaire. Il est bien évident que les éleveurs n'augmenteront pas leur production si les prix ne sont pas très rémunérateurs. Aux niveaux actuels, ils le sont.

De la même façon, l'exportation de viande peut, dans la conjoncture actuelle (et dans celle des deux ou trois prochaines années) contribuer largement à la bonne tenue de notre balance commerciale. Il serait donc logique de laisser partir à l'étranger tout ce que celui-ci veut acheter si les prix qu'il offre satisfont les éleveurs.

La hausse des prix intérieurs français pourrait, alors, avoir plusieurs répercussions. D'abord en réorientant les courants de consommation à l'intérieur de la viande bovine, par un meilleur équilibre entre les quartiers avants et arrières. Ensuite en modifiant la répartition du marché entre la viande de boeuf, celle de porc et les volailles. Si la consommation de porc augmentait et marquait une tendance à se stabiliser à un palier nettement supérieur aux niveaux actuels, la production suivrait. Avec un inévitable temps de retard, certes, qui creuserait pendant un certain délai, à nouveau, notre déficit dans ce secteur.

Enfin, la certitude que l'élevage deviendrait rémunérateur pourrait modifier les techniques de production et accélérer leur modernisation. Avec la répercussion, automatique, de cette évolution sur la production de céréales. L'orge et le maïs, déficitaires, mordraient sur les surfaces consacrées au blé, excédentaire.

On aurait alors une chance d'en revenir à ce qui est le fondement du Marché Commun agricole, c'est-à-dire la vocation naturelle des régions à produire ceci ou cela. Vocation contrariée, pour le moment, par la très mauvaise hiérarchie des prix agricoles, qui favorise outrageusement le blé au détriment de la viande.

UNE AUTRE POLITIQUE

Pour l'heure, le gouvernement se refuse à rendre la liberté aux prix de la viande parce qu'il sait que, de proche en proche, il serait obligé d'abandonner sa politique de réglementation et de contrôle. De toute façon, celle-ci a complètement échoué parce qu'elle n'a pas empêché nos indices de monter au moins aussi vite que ceux des pays voisins, où le marché est le seul arbitre. Ce que Giscard se garde bien de souligner quand il brosse son portrait de "ministre efficace".

De surcroît, est-on absolument certain que le retour à la liberté modifierait sensiblement l'évolution actuelle ? Aujourd'hui, il apparaît que l'indice à la consommation augmentera de 6% au moins par rapport à l'an dernier. Si les prix montent davantage, la demande diminuera et un nouvel équilibre devra bien être trouvé à un palier inférieur. La concurrence pourrait alors, peut-être car rien n'est encore, moins sûr - s'exercer entre fabricants d'une part, entre distributeurs d'autre part. A condition bien entendu, qu'on la laisse jouer et, à ce propos, la décision giscardienne de limiter les rebais sur le prix de l'essence n'est pas de bon augure pour l'avenir.

Bien sûr, un tel virage suppose un changement complet de mentalité à l'intérieur même de l'administration, habituée depuis vingt ans à envisager tous les problèmes en termes de réglementation et non de liberté. Mais les giscardiens eux-mêmes ont proclamé récemment que les fonctionnaires devaient obéir au pouvoir politique.

C'est donc, là encore, de politique qu'il s'agit. Le gouvernement aura-t-il la lucidité de reconnaître que, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, ses principes d'action ne sont pas les bons parce que pas les plus efficaces ? Le faire est bien difficile, mais serait courageux.

Une fois de plus, il semble bien que l'on soit arrivé à la fin d'un cycle. Il appartient aux responsables, et surtout au premier d'entre eux, c'est-à-dire le Président de la République, d'en tirer les conséquences.

L'ECONOMIE BRETONNE

(Réponses aux questions que l'on peut vous poser)

MILITANTS, SACHEZ QUE REPENDRE 1

- 1 - POURQUOI Y A T'IL EN BRETAGNE DES MANIFESTATIONS SI FREQUENTES ET PARFOIS SI VIOLENTES ?

Les manifestations périodiques des ouvriers, paysans, commerçants, fonctionnaires et étudiants bretons prouvent que le MALAISE BRETON atteint toutes les catégories sociales. Mais le fait que chaque groupe manifeste à part prouve qu'ils n'ont pas conscience de la solidarité qui lie entre eux les habitants d'une même presqu'île.

- 2 - POURQUOI TANT DE JEUNES BRETONS EMIGRENT-ILS ?

L'émigration massive des jeunes bretons prouve le sous-développement de la Bretagne, incapable de nourrir ses propres enfants.

- 3 - COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS CE SOUS-DEVELOPPEMENT ?

Ce sous-développement, d'après certaine propagande, est dû à la GEOGRAPHIE : La Bretagne dit-on, est loin de Paris ; c'est un cul-de-sac, excentré, enclavé ; elle n'a ni fer ni charbon.

D'après les géographes et les économistes, au contraire, ce sous-développement au 20ème siècle, est un scandale : il est dû, uniquement à l'HISTOIRE, c'est-à-dire à la politique économique imposée à la Bretagne depuis longtemps. D'après eux, la Bretagne étant une tête de pont dans l'Atlantique Nord (le centre du monde riche) pourrait recevoir à très bon prix charbon, pétrole, fer et le reste, créer toutes sortes d'industries et commercer avec le monde entier. La Bretagne n'est pas "enclavée" elle est "entravée".

LE PASSE RICHE

- 4 - LA BRETAGNE A T'ELLE TOUJOURS ETE PAUVRE ?

Visitez ses monuments ! - La Bretagne était très riche quand elle pouvait librement faire du commerce par mer. Au dernier siècle de notre indépendance, les marins bretons étaient les "rouliers des mers" comme les Norvégiens et les Grecs aujourd'hui. Les ports bretons armaient 2.000 navires qui transportaient les vins de Bordeaux, les produits de l'Espagne, de l'Angleterre et des pays rhénans ; sans compter notre froment, le beurre, la viande et le poisson salé, et le sel de Guérande, et surtout nos fameuses toiles, dont les tissages couvraient le pays depuis Locronan jusqu'à Vitré...

- 5 - VOULEZ VOUS DIRE QUE LA BRETAGNE A ETE RUINEE DES QU'ELLE A PERDU SON INDEPENDANCE ?

NON ! la situation de la Bretagne est trop avantageuse pour qu'elle puisse être ruinée aussi longtemps qu'elle a libre accès à la mer. Or, aussi longtemps que la Bretagne a gardé ses États et son Parlement, la France a très intelligemment admis que la frontière douanière soit établie, non pas le long du rivage, mais le long de la frontière avec la France.

Mais deux dangers sont apparus très vite :

- L'Angleterre et les Pays-Bas, clients de la Bretagne, étant en guerre perpétuelle avec la France, la Bretagne s'est trouvée désormais obligée de faire la guerre à ses propres clients !

- les ports qui se lancent dans le trafic des esclaves (Nantes) ou avec l'Orient (Lorient) sont de moins en moins liés à l'économie bretonne, et en partie financée par de l'argent extérieur. Une bourgeoisie "coloniale" s'installe et la Bretagne ne les intéresse que dans la mesure où elle leur fournit des marins.

6 - NOUS N'AVONS PAS ENCORE TROUVE LES CAUSES DU SOUS-DEVELOPPEMENT...

Il y en a trois. Elles agissent depuis les guerres de la fin du 18ème siècle, plus brutalement encore, depuis les guerres du 20ème. Ce sont :

LE BLOCUS, LE SOUS-EQUIPEMENT, LA PERTE DE TOUTE LIBERTE DE DECISION.

a) **Le BLOCUS** : Pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, pendant 22 ans, les Anglais ont bloqué nos côtes : plus de pêche lointaine, plus de commerce maritime, plus d'exportation de toiles et, par conséquent, plus de culture de lin (1793-1815) ; et une misère généralisée...

b) **Le SOUS-EQUIPEMENT** : Juste à l'époque où naît l'industrie moderne, la Bretagne n'a plus ni capitaux ni marine. C'est aussi l'époque des canaux, des routes, des chemins de fer ... il n'y a plus de gouvernement breton pour en décider le tracé : et Paris décide qu'ils ne relieront pas le centre de la Bretagne à la mer, mais qu'ils draineront toute l'économie du pays vers Paris. L'industrie et l'artisanat meurent (les tissages, les forges...). Les villes prennent un caractère de plus en plus "colonial" et "débrettonné".

c) **La PERTE DE TOUTE LIBERTE DE DECISION** : La Bretagne a perdu ses Etats et son Parlement. Découpée en 5 départements artificiels (voir la situation de Carhaix ou de Redon, séparés de leur arrière-pays), Napoléon l'a soumise à la "tutelle" de 5 préfets nommés et dirigés par Paris. Les députés dépendent de partis politiques dirigés de Paris. Les écoles reçoivent leurs programmes de Paris et préparent les esprits à servir les intérêts de Paris.

7 - LE SOUS DEVELOPPEMENT DE LA BRETAGNE A DONC COMMENCE AU SIECLE DERNIER.

OUI : au siècle dernier la Bretagne est tombée dans le PREMIER STADE DU SOUS-développement, très semblable à celui du tiers-monde aujourd'hui. Et cela malgré un effort intelligent et courageux : les industries textiles étant ruinées, l'artisanat frappé à mort, les Forges en train de fermer, la Bretagne est devenue un pays agricole. Les landes ont été défrichées, mises en culture intensive, et sous primeurs, plantes fourragères, pommes de terre. La population monta de deux millions d'habitants à trois millions.

Mais comme il n'y avait pas d'essor industriel correspondant, cet accroissement entraîna une misère effrayante : surpopulation, sous-alimentation, mendicité, alcoolisme, tuberculose... Lorsque, avec beaucoup de retard, les chemins de fer arrivèrent enfin, au lieu de servir à mettre le pays en valeur, ils servirent surtout à drainer vers Paris une masse de prolétaires, surplus de population d'un pays ruiné.

LE PRESENT PAUVRE

8 - ET VOUS DITES QUE LA SITUATION S'EST ENCORE AGGRAVEE DEPUIS ! COMMENT CELA SERAIT-IL POSSIBLE ?.

Exactement de la même façon : BLOCUS, SOUS-EQUIPEMENT, DECISIONS IMPOSEES.

a) **BLOCUS** : après 1932 (la "Crise"), la France s'est "protégée" par des tarifs douaniers, un mur douanier interdit l'entrée des marchandises mondiales en Bretagne ... Et puis le Marché Commun est venu ouvrir les frontières continentales de la France. Nous sommes dans une situation d'inégalité et de déséquilibre semblable à l'ancien BLOCUS.

b) **SOUS-EQUIPEMENT** : ports insuffisants, liaisons aériennes ridicules (même en comparaison du petit Jersey). Dans le Centre, une vaste région a même été privée de ses chemins de fer !... Quant aux autoroutes, aucune n'est encore prévue : nous serons servis les derniers trop tard, comme pour les chemins de fer il y a cent ans !

c) **DECISIONS IMPOSEES** : tous les plans (le 6ème commence en 1971) sont établis à Paris : les "régions" sont découpées à Paris ; la "régionalisation" consiste à donner de plus en plus de pouvoir au préfet, agent de Paris.

9 - MAIS LA BRETAGNE N'A PAS L'ASPECT D'UN PAYS SOUS-DEVELOPPE !

Faites bien attention : la Bretagne est en avance dans le sous-développement ! Elle en a connu le premier stade (surpopulation dans la misère) au siècle dernier. Elle en est maintenant au 2ème stade : la désertification sous une apparence trompeuse. Terrains militaires, bases de sous-marins nucléaires ; parcs nationaux, résidences secondaires (vides pendant les trois quarts de l'année) maisons neuves des retraités attendant la mort, Maisons de Retraite neuves pour les vieillards, fermes modernisées et criblées de dettes.... et cimetières neufs ! Rien de cela n'a l'air "sous-développé !" Mais.... la richesse en hommes se tarit : les guerres ont tué beaucoup de Bretons (celle de 14-18 fut un véritable massacre de jeunes bretons en proportion double de la France)

la révolution agricole (élevage de bovins et de porcs, aviculture...) menace l'exploitation familiale. Elle transforme les surplus de main d'oeuvre qui se trouvent "libérés" en prolétaires condamnés à l'émigration. - Mais dans un pays vidé l'agriculture ne trouve pas de clients... et l'on voit les petits pois, les poulets et bientôt porcs et bovins suivre les consommateurs vers Paris, le Nord et l'Est... la pêche n'est pas mieux traitée : 33.000 pêcheurs en 1935, 18.000 en 1967.

10 - ET LE TOURISME ?

Sur 116 millions consacrés dans le budget 71 aux aménagements touristiques, 56 sont accordés au Languedoc-Roussillon, et AUCUNE action particulière n'est prévue en Bretagne.

11 - IL Y A QUAND MEME EU DES CREATIONS INDUSTRIELLES

Soyons clair : les Forges de Trignac ont dû fermer avant guerre : et celles d'Hennebont et de Guingamp depuis (en 66) pour la même raison : ce BLOCUS qui nous empêche de recevoir par mer, à bon compte du charbon et du minerai de qualité. Il reste encore les constructions navales (Saint-Nazaire).

Quant aux industries alimentaires (Nantes ...) elles sont loin de traiter toute la production de l'agriculture et de la pêche bretonnes (que de fromages "normands" fabriqués avec du lait breton). Mais le plus grave, c'est que les conserveries elles-mêmes émigrent vers la Picardie, plus proche de Paris.

12 - ON A BEAUCOUP PARLE DE DECENTRALISATION

Il y a eu des créations d'usines lorsque après 1960 les Bretons sont devenus menaçants : Citroën et Fairchild à Rennes, Renault à Lorient la C.S.F à Brest, le C.N.E.T à Lannion... mais ces créations se sont tariées dès que les Bretons ont été calmés. D'ailleurs ces industries sont des "parachutages" dirigés de l'extérieur, sans aucun lien avec l'économie bretonne.... la Centrale atomique de Brennilis et le Barrage de la Rance ont sombré dans le silence sans que personne n'en parle !

Pour sauver l'économie bretonne, il faudrait des industries de base, autour desquelles naîtraient d'autres industries. Mais par décision du Gouvernement, le futur port pétrolier sera au Havre et Brest, après une maxi-promesse, n'aura qu'un mini-port : les futures aciéries côtières, au lieu d'être à Nantes seront à FOS, près de Marseille...

13 - S'IL FAUT ADMETTRE QUE L'ECONOMIE BRETONNE EST "SOUS-DEVELOPPEE", QUE SIGNIFIE EXACTEMENT CE TERME ?

Une économie "sous-développée" est une économie PRIMAIRE, DESARTICULEE & DEPENDANTE.

PRIMAIRE : les produits de l'agriculture et de la pêche sont le plus souvent expédiés sans être transformés en usine : les minerais (étain kaolin ...) et la main d'oeuvre émigre, la plupart du temps, sans préparation ni formation.

DESARTICULEE : les industries qui étaient liées à l'agriculture, ou au commerce maritime, émigrent ou s'éteignent ; les nouvelles sont "parachutées", ce sont des enclaves sans rapport avec l'économie bretonne ; les écoles désolidarisent les jeunes de leur peuple, les rendent incapables de mettre la Bretagne en valeur.

DEPENDANTE : (de type "colonial") les comités directeurs sont à Paris que ce soit pour les industries, les syndicats, les partis, les banques, les ministres qui fixent le tracé des routes et les courants commerciaux, les bureaux dont il faut mendier les autorisations. Il faut des manifestations coûteuses et dangereuses pour obtenir que le prix du lait soit augmenté d'un CENTIME. !

Comme toutes les colonies, la Bretagne, bien que située sur la grande route de l'Atlantique-Nord, fait très peu de commerce extérieur (en 1968 : 286 Fr par habitant - moyenne française : 1205 F)

POSSIBILITES D'AVENIR

14 - IL EST DIFFICILE DE CROIRE APRES CELA AUX "POSSIBILITES" DE LA BRETAGNE !

Evidemment il semble incroyable, dans une telle situation, d'affirmer que la Bretagne a TOUTES LES POSSIBILITES AU 20ème siècle, depuis que l'économie n'est plus basée sur le fer et le charbon du continent. Au 20ème siècle, la prospérité va vers la mer ... quand on ne lui barre pas le passage !

L'AGRICULTURE bretonne jouit d'un climat idéal pour la végétation douce et humide. Avec des écoles d'agriculture, des engrais, des amendements, des serres et la possibilité de vendre et d'acheter à bon marché PAR MER dans le monde entier, elle devrait être un grand Jersey !

LA MER n'est pas seulement la grande route commerciale où passent, au large de Brest, les marchandises du monde entier ; elle offre aussi les ressources de la pêche et toutes les formes de mariculture qui sont à l'étude : exploitation des fonds marins, élevage de crustacés, mollusques, poissons ; cultures sous-marines ; exploitation des minerais et du pétrole...

L'INDUSTRIE s'installe désormais sur le bord de la mer. Seules les décisions de Paris implantent la sidérurgie et les ports pétroliers à Dunkerque, le Havre ou Fos, plutôt que sur la côte bretonne, d'où les activités rayonneraient vers l'intérieur....

LE TOURISME breton dispose de possibilités incomparables : la variété des paysages, la richesse des monuments, ceux de la Préhistoire et ceux du temps de notre grande civilisation, nos chants et nos danses, nos costumes, nos fêtes et nos pardons, notre artisanat.

15 - QUELLES SONT DONC LES CONDITIONS INDISPENSABLES POUR UN DEMARRAGE ?

Il y en a deux : le droit de savoir et le droit de pouvoir.

Le droit de savoir ce qu'il faut savoir pour être un Breton et connaître les possibilités de la Bretagne. La liberté culturelle est nécessaire : la "culture fait l'homme et l'homme fait l'économie," (voir l'exemple d'Israël).

Le droit de pouvoir : un minimum de droit à la libre décision sans lequel un homme n'est plus un homme ; le droit de faire nos routes, nos ports, nos lignes aériennes sans être obligés d'en mendier la permission : le droit de commercer librement par mer, parce que nous sommes une presqu'île ...

16 - VOUS EXAGEREZ QUAND VOUS PARLEZ DE LA BRETAGNE "COLONIE" !

M. Le Président PLEVEN lui-même l'avoue : "l'économie bretonne a été articulée à l'économie nationale dans des conditions fort voisines de celles qui réglaient jadis les rapports des métropoles avec leurs colonies" dit-il, dans l'"AVENIR DE LA BRETAGNE".

17 - SI VOUS N'ETIEZ PAS BRETON, VOUS NE PARLERIEZ PAS COMME CELA !

Voici un extrait du bulletin économique du journal "LE MONDE" (4 Février 69) "la France a réussi cet exploit de transformer en un Sahara stérile l'Océan animé dans lequel la presqu'île bretonne est le cap d'Europe le plus profondément engagé. Ce que l'Atlantique pourrait charrier jusqu'à ses portes à si bon compte, la Bretagne doit l'acheter très loin dans les terres, son charbon dans le Nord, son acier en Lorraine, son blé d'élevage dans la Beauce, au prix fort... Son onéreuse production, elle ne peut l'exporter... la tête de pont ne doit pas être un cul-de-sac..."

18 - MAIS QU'EN PENSENT LES SPECIALISTES DE L'ECONOMIE ?

Ces réponses-ci ont été rédigées d'après les travaux de PHILIPONNEAU le LANNOU, PENNEC ET FLOURICOT, professeurs de géographie économique dans les Universités françaises. "Une Bretagne aujourd'hui fermée fut autrefois singulièrement ouverte sur le monde, et il suffirait peut-être d'une volonté avertie pour lui faire retrouver cette vocation (M. LE LANNOU LE MONDE 20 Sept. 1968)

Et voici l'avis de M.JANNES, inspecteur général des P.T.T. : "La Bretagne est la région la mieux placée pour permettre au pays une croissance comparable à celle du Japon. Ah ! si les 500 milliards gaspillés, je dis bien gaspillés, dilapidés en 5 ans au P.T.T avaient pu être consacrés à l'implantation de grands ports, la Bretagne serait en passe de devenir, toutes proportions gardées, un autre Japon. IL FAUT AVOIR LE COURAGE DE S'INFORMER. (conférence publique à Quimper mercredi 2 Déc.70).

Pierre BOURDELLES

